



L'habitation peut être définie comme le lieu de résidence d'un ou de plusieurs individus; en ce sens, elle constitue l'un des besoins fondamentaux de l'homme sédentaire.

Depuis toujours, l'habitation a façonné l'organisation du territoire. Historiquement, le regroupement de plusieurs habitants en un même lieu a mené au développement des premières municipalités qui ont tour à tour porté des noms aujourd'hui désuets tels les lieux dits, les bourgs et faubourgs ou encore les chefs-lieux.

De nos jours, les interventions liées à l'habitation prennent de multiples formes, que ce soit l'intégration d'un nouvel ensemble résidentiel à l'intérieur d'un quartier construit, la densification de secteurs résidentiels existants, la requalification d'espaces commerciaux ou industriels à des fins résidentielles où la gestion du développement à l'échelle municipale, métropolitaine ou régionale.

Toutefois, pour être réussi, tout projet d'implantation nécessite une approche globale qui tienne compte de l'ensemble des facteurs déterminants que sont l'offre et la demande, la capacité du réseau de transport et des infrastructures (aqueduc et égout) mais aussi l'intégration au milieu bâti. L'urbaniste possède une formation multidisciplinaire lui permettant d'évaluer chaque projet d'habitation dans son ensemble, et de veiller à ce que celui-ci contribue à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens.

LES INTERVENTIONS DE L'URBANISTE

- **Analyser** le territoire par milieux de vie et évaluer les possibilités d'intervention.
- **Analyser** les possibilités de redéveloppement d'un site à des fins résidentielles.
- **Analyser** la conformité de sites et de bâtiments existants à la réglementation en vigueur, dans l'optique d'une acquisition par une tierce personne.
- **Élaborer et mettre en œuvre** des politiques d'habitation à l'échelle municipale.
- **Élaborer et mettre en œuvre** des outils réglementaires afin d'améliorer le cadre bâti existant ou d'encadrer les projets d'habitation : plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA), plans d'aménagement d'ensemble (PAE), programmes particulier d'urbanisme (PPU), etc..
- **Évaluer** la nécessité de diversifier les typologies résidentielles (intégration de logements sociaux, densification du cadre bâti).
- **Évaluer** diverses options d'implantation pour un nouvel ensemble résidentiel à l'intérieur d'un milieu bâti existant.

HABILETÉS PROFESSIONNELLES DE L'URBANISTE

Les urbanistes possèdent diverses habiletés professionnelles qui en font des personnes-clés à consulter pour tout projet en habitation :

- formation multidisciplinaire leur permettant d'évaluer chaque projet dans son ensemble selon un horizon de planification à long terme;
- connaissance approfondie des outils réglementaires reconnus par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et de leur emploi dans différent projet d'habitation;
- capacité de recueillir et d'analyser l'ensemble de l'information nécessaire à l'évaluation d'un projet. Ils offrent un point de vue externe et sont ainsi en mesure de proposer des pistes de solution variées et réalistes en fonction de chaque problématique énoncée;
- capacité de collaborer avec divers intervenants (ingénieurs, architectes, promoteurs, citoyens, etc.), de communiquer et de vulgariser des concepts au bénéfice des individus non nécessairement spécialisés et impliqués à titre de citoyens, par exemple, par un projet d'habitation.

LES EMPLOYEURS POTENTIELS

Gouvernement fédéral et ses mandataires : Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) et divers ministères, agences gouvernementales et mandataires

Gouvernement provincial et ses mandataires : Société d'habitation du Québec (SHQ), Régie du Logement et divers ministères, agences gouvernementales et organismes mandataires

Centres de recherche et enseignement universitaire

Gouvernements régionaux et locaux : Villes, municipalités locales, municipalités régionales de comté, Communautés métropolitaines et sociétés paramunicipales – Offices municipaux d'habitation (OMH), Sociétés de développement économique (SDE)

Secteur privé : Firmes d'experts conseils en urbanisme – Promoteurs, constructeurs et gestionnaires de parcs immobiliers

Secteur communautaire : Associations, regroupements de citoyens et organismes communautaires

Secteur international : Organisations de développement international et d'aide aux pays en développement

QUELQUES EXEMPLES

- Politique d'habitation de la Ville de Québec, de la Ville de Gatineau
- Projets immobiliers résidentiels
- Projet de redéveloppement des terrains Angus
- Opération 20 000 logements de la Ville de Montréal